



**PRÉFET
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Île-de-France**

MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Marché public de prestations intellectuelles passé sans publicité ni mise en concurrence préalables

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023.

Objet du marché public

Étude de faisabilité sur la réalisation, l'implantation et l'aménagement d'un terminal de transport combiné situé entre le canal de Chelles et l'emprise ferroviaire de l'ancien triage de Vaires-sur-Marne

Marché n° DRIEAT-UGLL-MAPA-25-015

Imputation : BOP 203

Mois d'établissement des prix : mois de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation

Le présent CCAP comporte 11 pages

Sommaire

Article 1 – NORMES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1-1 Contexte du marché.....	3
1-2 Objet du marché.....	3
1-3 Périmètre de l'étude	4
1-4 Durée du marché public	5
1-5 Arrêt de l'exécution des prestations	5
1-6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion	5
1-7 Remplacement du personnel	6
1-8 Destruction des données	7
1- 9 Clauses sociales et environnementales	7
Article 2 – TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC	7
Article 3 – SOUS-TRAITANCE D'UNE PARTIE DU CONTRAT	7
Article 4– FORME DU MARCHÉ PUBLIC	8
Article 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES	8
5-1 Pièces particulières	8
5-2 Pièce(s) générale(s).....	8
Article 6 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
6-1 Rémunération	8
6-2 Règlement des comptes	8
6-3 Modalités particulières de paiement.....	10
Article 7 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	10
Article 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
Article 9 – PÉNALITÉS	10
Article 10 – RÉSILIATION	10
Article 11 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	11

Article 1 – NORMES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 Contexte du marché

Dans le cadre d'une politique gouvernementale de relance du fret ferroviaire, la *Stratégie nationale pour le développement du fret ferroviaire*, prévue par la loi d'orientation des mobilités de 2019 (LOM) et publiée en septembre 2021, a pour objectif de doubler la part modale du fret ferroviaire d'ici 2030, en passant de 9 % (en 2019) à 18 % (objectif inscrit dans l'article 131 de la loi Climat et Résilience de 2021) avec notamment un triplement des trafics de combiné. À plus long terme, l'État se donne l'objectif d'atteindre une part modale de 25 % à l'horizon 2050. La stratégie identifie 72 mesures concrètes, dont la mesure 46 destinée à « réaliser une étude de schéma directeur national du transport combiné à moyen terme (flux, besoin de terminaux...) puis des études régionales de sites potentiels d'implantation de terminaux multimodaux. En particulier, une étude spécifique à la région francilienne sera lancée dans les meilleurs délais, compte tenu de ses enjeux particuliers de saturation des capacités et de rareté du foncier ».

Au niveau régional, le *Programme d'actions pour le fret et la logistique*, publié en décembre 2021, comporte l'action 6 qui consiste à « moderniser et développer le maillage des terminaux de transports combinés en Île-de-France » afin d'accroître le report modal de la route vers les modes massifiés ferroviaire et fluvial pour la desserte de l'Île-de-France, et d'améliorer l'efficacité de la chaîne logistique, en modernisant et développant les terminaux de transports combinés franciliens, proches de la saturation.

L'atteinte de ces objectifs représente une nécessité pour l'Île-de-France afin de contribuer aux enjeux de décarbonation, de réduction de la pollution et de la congestion, et de modération de sa consommation énergétique.

Dans ce contexte, l'État (DRIEAT) a piloté une étude relative à la modernisation et au développement des terminaux de transport combiné en Île-de-France intitulée « Développement des terminaux multimodaux Île-de-France – Recherche et analyse de sites – Propositions d'actions ». Cette étude finalisée en 2023 a permis d'identifier un ensemble de sites disposant d'un potentiel pour mettre en service un nouveau chantier de transport combiné (CTC).

Parmi ces terrains, **le site dit de Vaires-sur-Marne**, dont l'emprise est située entre le canal de Chelles et l'ancienne gare de triage de Vaires-sur-Marne, présente les caractéristiques répondant le plus aux recommandations du groupement national des opérateurs de transport combiné (GNTC), diffusées en janvier 2021 (cf. annexe 1). Il apparaît pertinent de développer ce terminal comme une alternative efficace et complémentaire au terminal existant de Noisy-le-Sec (93).

1-2 Objet du marché

L'étude de faisabilité est un préalable à toute décision d'entreprendre la réalisation, l'implantation et le développement d'un chantier de transport combiné sur le site de Vaires-sur-Marne.

Elle a pour objectif d'examiner de manière prospective les capacités des installations existantes ou à créer sur le périmètre visé, en lien avec les réseaux, pour répondre à une croissance de la demande de transport combiné en Île-de-France.

Ce travail s'appuiera sur :

- l'étude précédemment citée relative au « Développement des terminaux multimodaux Île-de-France – Recherche et analyse de sites – Propositions d'actions » (2023) ;
- le « schéma type » du GNTC identifiant les caractéristiques d'une plateforme de transport combiné rail-route idéale (janvier 2021, cf. annexe 1) .

1-3 Périmètre de l'étude

L'emprise identifiée par l'étude de 2023 est située entre le canal de Chelles et l'emprise ferroviaire de l'ancien triage de Vaires-sur-Marne (cf. Figure 1).

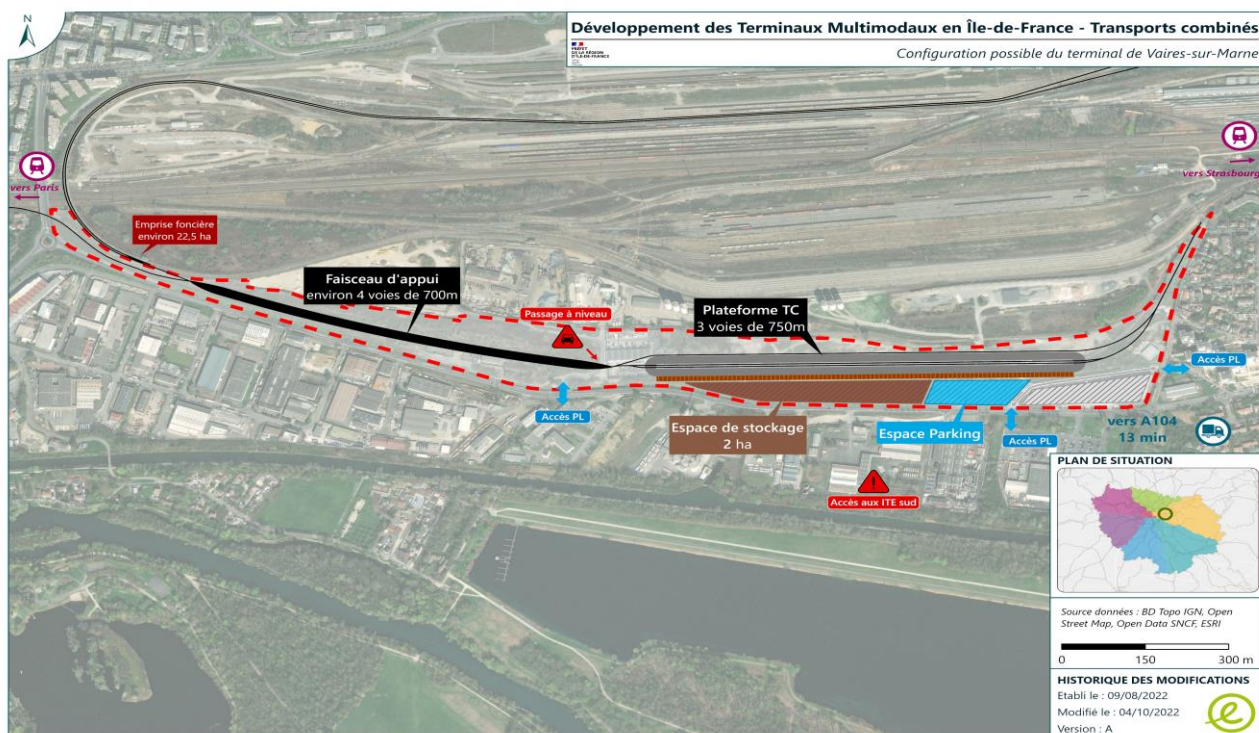


Figure 1 : configuration potentielle du terminal de Chelles / Vaires-sur-Marne (Source : DRIEAT 2023)

Le site a la particularité de disposer d'une « raquette » qui permet aux trains provenant de l'Est (Bettembourg, Strasbourg...) de venir directement sur l'emprise considérée sans retournement et de manière dénivelée, en passant au-dessus des voies principales du RFN.

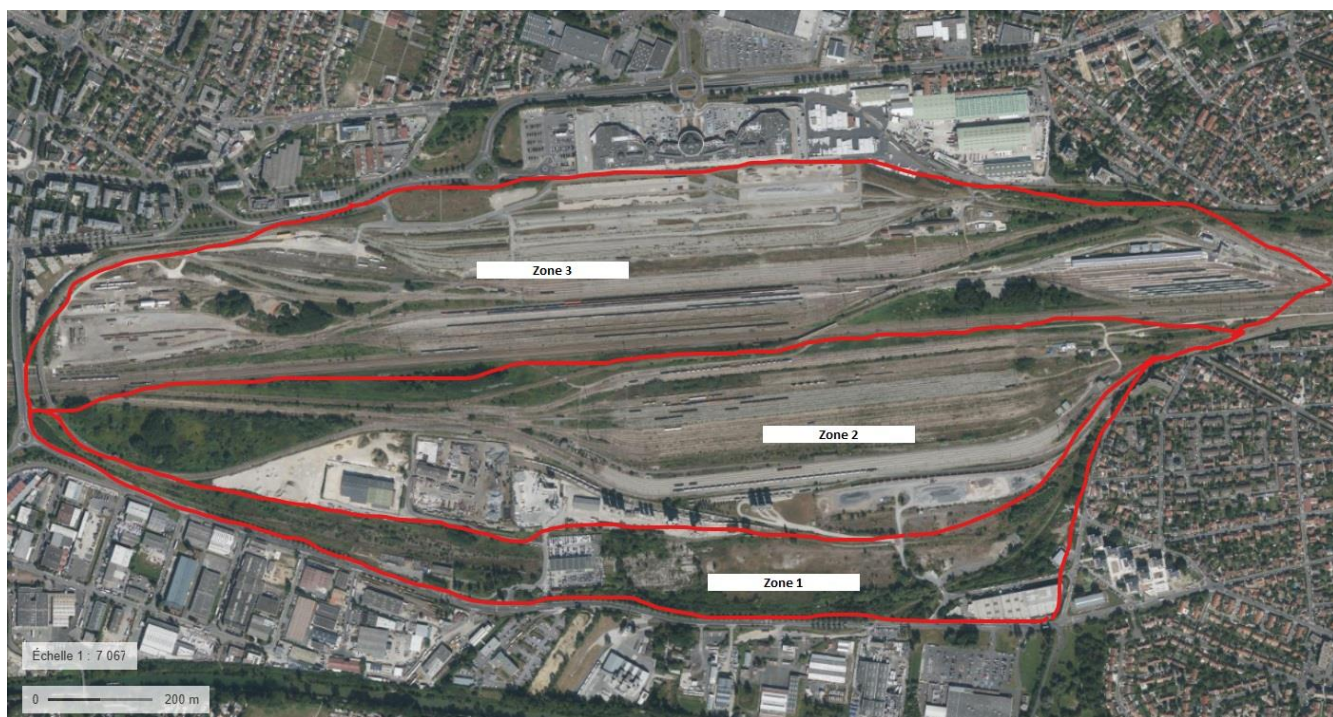


Figure 2 : carte du périmètre étudié, regroupant trois zones (Source : DRIEAT 2025)

Le périmètre du projet s'étend à l'ensemble du faisceau ferroviaire et des parcelles comprises au sein de la délimitation rouge représentée sur la Figure 2. Afin d'étudier plusieurs configurations du projet de terminal, ce périmètre a été délimité en trois zones distinctes. La zone 1 correspond à l'emprise identifiée dans l'étude portée par la DRIEAT précitée. La zone 2 comprend les parcelles situées entre la ligne à grande vitesse (LGV) et la zone 1. La zone 3 contient les parcelles du périmètre au nord de la LGV.

1-4 Durée du marché public

Le présent marché public est conclu pour une durée ferme de 4 mois à compter de sa date de notification.

1-5 Arrêt de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, seul l'acheteur peut décider, au terme de chacune des phases de la mission correspondant aux différents modules et ateliers, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Par ailleurs, chacune des phases de la mission sera clairement identifiée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ainsi que dans l'offre du titulaire, et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché public.

1-6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion

Les mesures de sécurité suivantes sont à appliquer.

Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, est tenu de maintenir confidentielle cette communication qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître le contenu. Si cet engagement n'est pas respecté, la personne publique peut prétendre à des indemnités au titre du préjudice subi. La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle pourrait recevoir du titulaire.

Accès aux locaux et normes de sécurité

L'accès des préposés du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la personne publique. Lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou une zone protégée, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par la personne publique. La personne publique s'engage à informer le personnel du titulaire se trouvant dans ses locaux de l'ensemble de ces réglementations internes.

Devoir d'information en cas de changement majeur

Le titulaire est tenu d'informer la personne publique en cas de changement majeur de son actionnariat, d'une fusion ou d'une acquisition. Le cas échéant, l'apparition de conflits d'intérêts peut être une cause de rupture de contrat et de déclenchement des clauses de réversibilité.

Maintien de la liste des intervenants

Le titulaire s'engage à fournir la liste des intervenants dès le lancement de la prestation et à maintenir cette liste en fonction des départs et arrivées de nouveaux intervenants.

Identification des suppléants

Le titulaire doit identifier un suppléant pour chaque personnel intervenant dans la prestation afin d'assurer une polyvalence et de permettre la continuité de service.

Sensibilisation du personnel

Le titulaire s'engage à assurer pour chaque intervenant une sensibilisation à la sécurité de l'information et aux règles de la personne publique. Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre de la prestation respecte les dispositions concernant la sécurité telles que décrites dans les documents contractuels.

Niveau de compétences suffisant

Le titulaire s'engage à maintenir un niveau suffisant de compétences en matière de sécurité des systèmes d'information pour mener à bien la prestation. Il s'engage à pouvoir justifier l'ensemble des compétences requises dans le cadre de la prestation (qualifications, certifications).

1-7 Remplacement du personnel

En cas de départ définitif d'une personne nommément désignée dans le contrat et affectée par le titulaire à l'exécution des prestations du marché public, le titulaire doit :

- en aviser sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trois jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 2 jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché public peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 9.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation des prix prévus au présent marché public.

Pendant toute la durée d'exécution des prestations visées au présent marché public, l'acheteur se réserve le droit de récuser les membres du personnel qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations sur la base des résultats correspondant à une période d'essai d'un mois. Elle devra motiver sa décision après concertation avec le titulaire. Ce dernier doit alors procéder au remplacement du personnel récusé dans les conditions précisées ci-dessus.

1-8 Destruction des données

Au terme du contrat ou en cas de rupture anticipée, le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par la DRIEAT IF dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire s'engage à détruire, dans un délai raisonnable, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire.

1- 9 Clauses sociales et environnementales

Concernant les réunions (format hybride visio et présentiel), le lieu choisi doit être accessible en transports en commun pour limiter l'utilisation de la voiture. Pendant ces événements et réunions, des dispositifs sont mis en place pour limiter les déchets (poubelles de tri, utilisation de vaisselle réutilisable pour servir les boissons, impression de supports papiers limitée au strict minimum...).

Article 2 – TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Les caractéristiques du titulaire du marché public sont précisées à l'article 4.2 de l'acte d'engagement, la bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement.

Aussi, le titulaire s'engage à nommer un chef de projet afin de mener les missions qui lui incombent au titre du présent marché public. Les modalités de remplacement des membres de l'équipe sont précisées ci-dessous.

Si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes et assurer sa formation.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, l'acheteur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

À défaut de la proposition d'un remplaçant par le titulaire dans le délai de 2 jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP-AE pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché public. Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de 2 jours à compter de la réception de la notification de l'acheteur.

Article 3 – SOUS-TRAITANCE D'UNE PARTIE DU CONTRAT

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En accord avec le CCAG-PI, le titulaire peut faire appel à une sous-traitance pour une partie de la prestation dans le respect des dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants

du CCP.

Le titulaire devra préalablement déclarer à la personne publique toute sous-traitance éventuelle. Il est en charge d'obtenir les mêmes exigences de sécurité de la part de ses éventuels sous-traitants. Le titulaire devra décrire les procédures et règles de sécurité qu'il met en place lorsqu'il remet des informations sensibles à ses partenaires autorisés ou à la personne publique.

Lors de l'exécution du marché public, la personne publique pourra refuser la sous-traitance de parties essentielles du marché public à des entreprises dont il n'a pas pu vérifier les capacités techniques et économiques, ainsi que les capacités en matière de sécurité, lors de la sélection du titulaire. L'ensemble des clauses et engagements de couverture de risques restent à la charge du titulaire, qui devra se réassurer auprès de son prestataire sous-traitant.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, le sous-traitant a droit au paiement direct lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC.

NB : dans le cas où aucune sous-traitance n'est prévue à la date de signature du contrat, le titulaire doit malgré tout s'engager à respecter cette exigence dans le cas où un contrat de sous-traitance viendrait à être signé plus tard au cours de la prestation.

Article 4– FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché public est conclu sous la forme d'un accord cadre à bons de commande. Un bon de commande sera édité par projet accompagné. Le rapport final de la mission fera également l'objet d'un bon de commande.

Article 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-PI les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité :

5-1 Pièces particulières

- A) L'acte d'engagement (AE)
- B) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- C) La décomposition du prix global et forfaitaire des prestations (DPGF) ;
- D) Le mémoire technique.

5-2 Pièce(s) générale(s)

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Nor : ECOM2106874A).

Article 6 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6-1 Rémunération

Le montant des prestations est défini par la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les prix sont réputés fermes conformément aux dispositions des articles R.2112-9 à R.2112-11 du CCP.

6-2 Règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché public sont conformes aux articles R.2191-20 à R.2191-25 du CCP et 11 et 12 du CCAG-PI. La rémunération du titulaire se fera, sur demande du titulaire, au

fur et à mesure de la réalisation des phases à l'article 6-1. Le prestataire pourra facturer après chacun des modules de formation ou ateliers réalisés.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du CCP.

La transmission des factures (pour avances, acomptes, solde ou indemnités) s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n° 2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La dématérialisation des factures est réalisée avec le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cette dématérialisation avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

L'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est obligatoire dans le cadre de l'exécution de ce marché public pour le titulaire ainsi que, le cas échéant, les membres du groupement et les sous-traitants.

Les factures dématérialisées, destinées pour 100 % de leurs valeurs à la DRIEAT IF, devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- le numéro de marché qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché public ;
- le numéro de SIRET de l'État : **110 002 011 00044** ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché public ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché public.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du CCP.

Le défaut de paiement dans ce délai :

- fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L2192-13, R2192-31 et D2192-35 du Code de la Commande Publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- donne lieu, de plein droit en sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

6-3 Modalités particulières de paiement

Si le marché public est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283 du Code général des impôts, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant au maître d'œuvre ;
- L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 8.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Article 7 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux biens et aux personnes de la DRIEAT IF, ou non, de son fait, de celui de son personnel et de ses biens.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché public, et renonce à tout recours contre la DRIEAT IF excepté en cas de faute ou malveillance de celle-ci.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt (article 9 du CCAG-PI) et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la DRIEAT IF, excepté en cas de faute ou malveillance de cette dernière.

Article 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits d'exploitation des résultats des analyses seront cédés à l'acheteur selon les modalités définies à l'article [35.1.1 du CCAG-PI](#)

Le titulaire remettra à l'issue de la prestation tous les documents non publics qui auront été mis à sa disposition.

Article 9 – PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI sont applicables.

Article 10 – RÉSILIATION

Les dispositions du CCAG-PI sont applicables.

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être prononcée dans les conditions définies à

l'article 27 du CCAG-PI.

Article 11 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-5	déroge à l'article	22 du CCAG PI
CCAP 2	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG PI
CCAP 5	déroge à l'article	4-1 du CCAG PI